

## **Budget fédéral: un recul majeur confirmé dans la prévention et réduction de l'itinérance**

Le budget fédéral présenté ce jour confirme malheureusement l'option choisie par le gouvernement fédéral d'orienter l'essentiel des fonds de la Stratégie des Partenariats de Lutte contre l'Itinérance (SPLI) vers une seule approche, celle du Logement d'abord. Le Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ) déplore une nouvelle fois ce choix qui résultera dans des coupures de services à des milliers de personnes en situation et à risque d'itinérance dans les différentes régions du Québec au cours des prochains mois. Le RSIQ dénonce par ailleurs l'absence des investissements nécessaires dans le développement de logements sociaux et le maintien du budget de la SPLI au même niveau depuis 15 ans alors que les besoins et les coûts sur le terrain ont considérablement augmenté.

Le budget fédéral vient confirmer la stratégie choisie par le gouvernement conservateur dans la lutte à l'itinérance, à savoir favoriser et imposer au Canada une approche, celle du Logement d'abord, comme étant la réponse prioritaire à l'itinérance: "*Les itinérants peuvent obtenir un soutien dans le cadre de l'approche Logement d'abord pour les aider à se trouver un logement stable et quitter les refuges et la rue*"<sup>1</sup>. Or, si le Logement d'abord peut être une option, il n'est pas la seule façon de répondre aux besoins en logement des personnes en situation d'itinérance. En effet, le logement social avec soutien communautaire est une autre voie, développée de longue date au Québec, ayant fait ses preuves et bien plus pérenne.

Le Logement d'abord ne peut par ailleurs répondre à l'ensemble des besoins de personnes ayant des vécus et parcours d'itinérance bien différents. En imposant ce modèle aux communautés, le gouvernement fédéral -avec l'accord du gouvernement du Québec- remet gravement en cause le modèle d'intervention en itinérance québécois fondé sur une diversité d'interventions correspondant aux besoins identifiés sur le terrain. Jusqu'alors, les différentes régions du Québec avaient pu ainsi favoriser des projets d'immobilisation et de logement social avec soutien communautaire ou encore soutenir des programmes d'insertion sociale et professionnelle, du travail de rue, de l'aide alimentaire.

Désormais, avec la nouvelle orientation de la SPLI, des coupures à des dizaines d'organismes au Québec sont à attendre dans les prochains mois car ne rentrant pas dans le modèle privilégié par l'Entente Canada-Québec. Ce sont donc les services pourtant essentiels à des milliers de personnes en détresse qui se retrouvent menacés.

Le gouvernement fédéral ne fait par ailleurs aucun effort quant aux sommes allouées à la lutte à l'itinérance, puisque le budget de la SPLI reste manifestement le même (20 millions de dollars par an pour le Québec) alors que les besoins s'accroissent tout comme les coûts relatifs au développement de certains projets. Aucun réinvestissement dans le développement de logements sociaux n'est par ailleurs visible à l'horizon alors qu'il s'agirait d'un engagement bénéfique et pertinent pour prévenir et réduire l'itinérance.

"Si nous ne nous faisons pas de grandes illusions, le gouvernement fédéral affiche clairement son choix du Logement d'abord comme réponse à l'itinérance. Nous allons poursuivre notre mobilisation pour un retour à une approche globale dans la lutte à l'itinérance en vue des élections fédérales en espérant ainsi minimiser les dommages qui auront déjà été faits sur le terrain", a commenté Anne Bonnefont, Co-coordonnatrice du RSIQ.

### **Contact presse :**

Anne Bonnefont, Co-coordonnatrice du RSIQ: 514-662-4733 / [anne.bonnefont@rsiq.org](mailto:anne.bonnefont@rsiq.org)

Anne-Marie Boucher, Co-coordonnatrice du RSIQ: 514-659-4733 / [anne-marie.boucher@rsiq.org](mailto:anne-marie.boucher@rsiq.org)

---

<sup>1</sup> p.314 du budget fédéral 2015.